

[Texte]

action out of the present administration at the federal level of government.

First, unless proper resource management is put in place, we are going to have a demise—that is a very serious statement to make—of a major portion of our fishery.

Why do I say that? Look at the record. Three years ago, despite the fact that we had a 120,000 metric tonne allocation of fish for the inshore small boats, up to 65 feet in length, in Newfoundland, the catch was down below 90,000 metric tonnes. The catch last year was even lower than that. This year it is down to approximately 60,000 metric tonnes; approximately half the total allocation of fish for all the inshore fishermen. The 16,000 or 17,000 inshore fishermen, full- and part-time, and all their boats have caught only half that total quota.

Is it because the fish are not coming into the cold-water barrier? Is it because of the cold water temperatures or dirty water conditions? In my simple Newfoundland language, that is bull; simply that.

The fact is that today people in Ottawa, in the bureaucracy, are unable to face the fact that they have not properly managed the resources off our east coast. That is the whole issue. So they have to find some other excuse, some other reason, and the reason right now is not a very good one. The fact is that the stocks are caught offshore and are not migrating inshore.

• 2005

When I see countries that are in defiance of NAFO, regarding the nose and tail of the Grand Bank, when I see countries in the same European Economic Community in defiance of the LTA, a long-term agreement between Canada and the EEC with regard to trading fish for fish, which was always wrong... We should never trade fish for fish, which we did as a country over and over. The LTA, which is presently existing, was bad when it was signed. We opposed it here, as a government. It is clear now that it was a bad deal.

**The Chairman:** Mr. Tobin.

**Mr. Tobin:** This is just a short point of order, Mr. Chairman. I very much regret to interrupt you, Mr. Morgan. I wonder if you could distribute the seven recommendations you have. This will assist us in our questioning.

**Mr. Morgan:** Certainly.

**Mr. Tobin:** Thank you.

**Mr. Morgan:** While we see foreign countries making sweetheart deals with Canada—I can think of one clear

[Traduction]

Kirby et d'autres groupes d'études. Nous en sommes maintenant rendus au point où nous n'avons plus d'autre choix que d'obtenir du gouvernement fédéral au pouvoir que des mesures concrètes soient prises.

En premier lieu, à moins que des mesures appropriées de gestion de nos ressources ne soient appliquées, nous allons assister à la disparition complète—et cette constatation est très grave—d'une grande partie de notre industrie de la pêche.

Pourquoi? Examinez les statistiques. Il y a trois ans, en dépit du fait que les contingents s'élevaient à 120,000 tonnes métriques de poisson pour les petites embarcations de pêche côtière (65 pieds et moins), à Terre-neuve, les prises n'ont été que de 90,000 tonnes métriques. L'année dernière, les captures ont été encore plus faibles et cette année, elles ont encore diminué pour atteindre 60,000 tonnes métriques environ, soit la moitié du contingent total de poissons pour tous les pêcheurs s'adonnant à la pêche côtière. Les 16,000 à 17,000 pêcheurs artisanaux qui travaillent à plein temps et à temps partiel n'ont atteint que la moitié du total de leur quota.

Est-ce parce que le poisson ne franchit pas la barrière des eaux froides? Est-ce en raison de la température de l'eau ou de la pollution? Pour utiliser une expression populaire, c'est de la foutaise, tout simplement.

En réalité, les bureaucrates à Ottawa sont actuellement incapables d'admettre le fait qu'ils n'ont pas géré de façon adéquate les ressources se trouvant au large de notre côte Est. Toute la question est là. Alors, ils doivent trouver une autre excuse, une autre raison, parce que celle qu'ils invoquent actuellement n'est pas très bonne. En fait, les stocks sont pêchés au large des côtes et ne reviennent pas vers les côtes.

Quand je vois que des pays passent outre les dispositions de l'OPANO en ce qui concerne la pêche d'un bout à l'autre du Grand Banc, quand je vois que des pays appartenant à la même Communauté économique européenne ne respectent pas l'entente à long terme entre le Canada et la CEE fonctionnant selon une formule donnant, donnant, ce qui a toujours été une mauvaise politique... Nous ne devrions jamais faire des négociations de ce genre, et le Canada, pourtant, l'a fait à maintes reprises. Cette entente à long terme, toujours en vigueur, n'avait rien de bon dès le moment de sa signature. Nous nous y opposons ici, en tant que gouvernement. Il est évident maintenant que c'était une mauvaise affaire.

**Le président:** Monsieur Tobin.

**M. Tobin:** Ce n'est qu'une question relative au Règlement, monsieur le président. Je suis vraiment désolé de vous interrompre, monsieur Morgan. Je me demande si vous pourriez nous remettre le texte des sept recommandations que vous avez apporté. Cela nous facilitera la tâche pendant la période des questions.

**M. Morgan:** Certainement.

**M. Tobin:** Je vous remercie.

**M. Morgan:** Pendant que nous voyons des pays étrangers faire des marchés en or avec le Canada—j'ai justement un